



**Conseil de sécurité**

Distr.  
GENERALE

S/17261  
12 juin 1985  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATEE DU 12 JUIN 1985, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL PAR  
LE REPRESENTANT PERMANENT DE LA TURQUIE AUPRES DE L'ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre datée du 12 juin 1985  
qui vous est adressée par M. Ozer Koray, représentant de la République turque de  
Chypre-Nord.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette  
lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent,

(Signé) Ilter TURKMEN

Annexe

Lettre datée du 12 juin 1985, adressée au Secrétaire général  
par M. Ozer Koray

J'apprends qu'une fois encore, une lettre, émanant cette fois du prétendu "Chargé d'affaires" de l'Administration chypriote grecque auprès de l'Organisation des Nations Unies, vous a été envoyée au sujet du référendum constitutionnel qui a eu lieu dans la République turque de Chypre-Nord. Cette lettre contient de nouvelles allégations, étayées par des statistiques fausses ou déformées, qui ne figuraient pas dans la précédente lettre que M. Iacovou vous a adressée sur cette question le 3 mai 1985 et à laquelle le Ministre des affaires étrangères de la République turque de Chypre-Nord a répondu par sa lettre du 17 mai 1985.

Comme la lettre du 17 mai répond suffisamment aux premières allégations formulées par M. Iacovou à ce sujet, je me bornerai à répondre aux affirmations erronées du "Chargé d'affaires" chypriote grec, selon lesquelles des "colons turcs" auraient infléchi le résultat du référendum.

Il convient tout d'abord de souligner que ladite lettre du "Chargé d'affaires" chypriote grec semble être, de la part de la partie chypriote grecque, une tentative malveillante de jeter un doute, dans les milieux internationaux, sur un référendum organisé de façon démocratique sur la question de la nouvelle Constitution de la République turque de Chypre-Nord. Contrairement aux diverses allégations mesquines et injustifiées du "Chargé d'affaires" chypriote grec, il convient d'affirmer catégoriquement que tous ceux qui ont voté lors du référendum du 5 mai étaient des citoyens chypriotes turcs. Lorsqu'il parle de prétendus "colons venus de Turquie", le "Chargé d'affaires" chypriote grec veut certainement dire les Chypriotes turcs qui, au cours des années, ont été contraints de quitter leur pays natal en raison de la violence, de l'oppression et des pressions politiques et économiques chypriotes grecques et qui sont à présent retournés dans leur patrie après la libération du nord par l'opération de paix turque de 1974. Quant aux quelques milliers d'ouvriers qualifiés et de travailleurs saisonniers turcs venus à Chypre-Nord après 1974, je tiens à souligner que la partie chypriote grecque n'a nullement le droit d'exploiter ce sujet à des fins de propagande à une époque où l'importation de main d'oeuvre se pratique couramment dans toute économie en développement et où l'immigration est un phénomène international respecté par tout pays démocratique.

Il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup d'oeil à la presse mondiale qui, dans les articles qu'elle a consacrés à l'événement, a indiqué que c'étaient les Chypriotes turcs eux-mêmes, et personne d'autre, qui par une majorité écrasante de plus de 70 p. 100 avaient donné leur appui à la nouvelle constitution. Ce fait a été confirmé par des journaux de différentes tendances qui constituent des sources bien plus sûres que certaines des sources citées par le "Chargé d'affaires" chypriote grec qui, soit dit en passant, a cité inexactement ou hors contexte les autres sources. C'est ainsi que le 6 mai 1985, The Guardian, journal londonien, a écrit : "Hier, les Chypriotes turcs se sont prononcés en masse pour une nouvelle constitution...", The Times of London publiant le même jour un article analogue

selon lequel : "Hier, les Chypriotes turcs se sont prononcés en masse, par référendum, pour une nouvelle constitution...". Le 7 mai 1985, un autre journal londonien, The Daily Telegraph, écrivait qu'une "écrasante majorité de Chypriotes turcs [avaient] voté pour une nouvelle constitution applicable à leur secteur, alliant un régime présidentiel fort à un système parlementaire". Ce ne sont là que quelques exemples des échos favorables que le référendum du 5 mai a rencontré dans la presse mondiale.

La propagande chypriote grecque contre le processus démocratique actuellement en marche dans la République turque de Chypre-Nord ne peut que nous convaincre que la partie chypriote grecque n'accepte pas vraiment l'idée d'une solution avec les Chypriotes turcs, sur la base de l'égalité et dans le cadre d'une République fédérale bicommunautaire et bizonale, comme cela a été convenu antérieurement. Je tiens à souligner que cette attitude négative est incompatible avec une attitude de bonne volonté et ne fait rien pour faciliter votre mission de bons offices.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le représentant de la République turque  
de Chypre-Nord,

(Signé) Ozer KORAY